

L'Adresse—M. Roy

Depuis ce temps, j'ai participé à plusieurs débats qui étaient de nature à améliorer la qualité de vie de mes concitoyens lavallois, québécois et canadiens. Aujourd'hui, cependant, c'est encore avec cet intérêt marqué que je prends la parole afin d'exprimer mes pensées sur la tenue d'un référendum qui peut signifier pour 24 millions de Canadiens une modification au niveau de la structure du Parlement et qui peut également influencer la qualité de vie dont ils bénéficient aujourd'hui.

En effet, si la décennie 70 a permis à l'ensemble des Canadiens le maintien d'un niveau de vie et de paix sociale élevé, sur tous les autres continents la violence grondait, la démocratie s'effritait et l'inflation rongait le pouvoir d'achat de l'ensemble des citoyens du monde. Au Canada, nous n'avons qu'à penser, par exemple, au prix du pétrole lequel, dans certains pays, est trois fois plus élevé que chez nous, quand paradoxalement le pouvoir d'achat de ces travailleurs est bien souvent trois fois inférieur au pouvoir d'achat des travailleurs canadiens.

Le Canada est l'un des pays les plus beaux et les plus privilégiés de la planète, son revenu par habitant dépassant en 1978 celui des États-Unis, de la Norvège, du Danemark et de la République fédérale d'Allemagne. Si l'on considère la question du pouvoir d'achat réel au Canada, la situation est encore plus avantageuse. Le touriste canadien qui a acheté sa tasse de café en Suisse cette année a dû payer \$5.00, et a payé \$100 pour coucher dans un hôtel allemand de deuxième classe, ou a payé pour souper à Tokyo une somme de \$150 par personne, ce touriste canadien a réalisé que le Canada est encore un paradis de pouvoir d'achat; voilà une réalité canadienne.

Le Canada est donc un pays riche, mais qu'il faut préserver dans son intégrité si on veut que la décennie 1980 soit aussi stimulante pour tous ces hommes et ces femmes qui ont su relever le défi des années passées. Au fond, on parle souvent de notre constitution et de son renouvellement, mais on oublie tous les arrangements fiscaux et les modifications qui ont été apportées, particulièrement au cours des 25 dernières années et spécifiquement depuis le début de la révolution tranquille au Québec sous l'initiative libérale en 1960. Nous sommes donc un pays nouvellement centenaire qui n'a pas si mal fait, et conscients du potentiel de nos ressources naturelles que nous avons à développer, on peut encore dire que tout est à bâtir au Canada. Si les pays européens vivent de leur passé, le Canada, pour sa part, vivra de son avenir, à condition que les Canadiens, ensemble, soient prêts à relever le défi. Cet avenir, ce défi se doit de demeurer réalisable pourvu que tous les Canadiens se concertent et consentent ensemble à le relever, et qu'à titre d'actionnaires canadiens, nous puissions en récolter les dividendes.

● (1600)

De là l'importance de bien situer le débat référendaire dont l'objectif est l'établissement d'un Québec séparé ou souverain. On a beau accuser le gouvernement canadien d'être responsable de tout ce qui ne va pas au Québec, je crois que l'histoire et les politiques du Canada prouvent le contraire, que le Québec, à l'instar des autres provinces, a pu se développer, c'est l'évidence même. Au Canada nous bénéficions plus d'avantages sociaux, économiques et politiques qui, pour la majorité des pays du monde, se situent encore au niveau des rêves. Ici c'est une réalité canadienne pour tous les Québécois, alors que la souveraineté, c'est une aventure.

Il s'agit aussi d'une réalité pour la majorité des Québécois, même si certains sociologues, politicologues et autres observateurs «patentés» prétendent que le Québec est l'enfant pauvre du Canada en recommandant aux Québécois de se contenter de un septième de son territoire, en nous proposant un autre système sans en connaître les avantages économiques, en nous proposant un autre système sans nécessairement faire le bilan de la situation lorsque l'on intégrera les 135,000 fonctionnaires fédéraux qui sont actuellement au Québec, en nous proposant un système sans en connaître le bilan de ce nouveau système-là.

La progression du mouvement séparatiste, souverainiste au cours des années 1960 et 1970 a suivi une planification orchestrée au niveau de l'enseignement dans nos écoles au Québec, au niveau de la culture et dans le domaine économique, en s'assurant que la participation du gouvernement canadien dans tous les programmes conjoints ou administrés par la province avec des fonds perçus par le gouvernement canadien, en s'assurant que cette participation ne soit pas publiée et tenue sous silence, cette participation du gouvernement canadien en préférant propager que le fédéralisme n'était pas rentable au Québec et que l'argent perçu par nos impôts ne nous revenait pas au Québec. Par exemple, le 10 avril 1978, à l'occasion de l'ouverture de la Cité de la santé à Ville de Laval, les autorités avaient décidé d'ignorer complètement la présence des députés fédéraux de la région, et non seulement la présence des députés fédéraux de la région, a aussi interdit au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) de prononcer une allocution au nom du gouvernement canadien qui avait participé à raison de 16 millions de dollars dans le coût de la construction de cet édifice. Grâce à une intervention que j'ai pu faire, nous avons obtenu d'être invités à cette réception, mais on a conservé cette décision, et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Monique Bégin, a dû accepter de ne prononcer aucune allocution, car il était entièrement interdit au représentant du gouvernement canadien de le faire à l'occasion de cette ouverture.

J'ai donné un exemple au sujet de la Cité de la santé, mais je pourrais vous en donner d'autres en ce qui concerne l'ouverture de nos maisons pour personnes âgées où, encore là, le financement se faisait par le truchement de la Société canadienne d'hypothèques et du logement à raison de 95 p. 100, alors que dans ces résidences le coût d'opération, dans le déficit des coûts d'opération, 50 p. 100 sont payés par le gouvernement canadien. On s'est ingénié à éliminer et à éviter que la participation canadienne soit mentionnée à l'occasion de ces événements.

Cette propagande péquiste a été très subtile et exploite tous les symboles de la souveraineté. Je pense à ce moment-là à l'utilisation du drapeau fleurdelisé, l'hymne national du prochain pays qu'ils voudraient former avec *Gens du pays* de M. Vigneault, en passant par le discours du balcon, on suscite même l'invitation de la France pour que le premier ministre québécois gravite l'escalier de Louis-Philippe même si la France dans ses investissements nord-américains a choisi d'autres provinces que le Québec. Et c'est ainsi qu'avec toute cette planification on a laissé passer le message qu'au Québec nous étions maltraités au Canada et que l'argent perçu par le gouvernement canadien ne nous revenait pas au Québec. Eh bien, encore là je pourrais continuer longuement, par exemple,